

**Convention collective régionale**

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**  
**(9 juillet 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,  
*Journal officiel* du 28 juin 1986)

---

**ACCORD DU 1<sup>ER</sup> AOÛT 2006**  
**RELATIF À L'ARTICLE C 25.1 « PRIME MENSUELLE D'ÉVOLUTION**  
**DE CARRIÈRE ET D'ANCIENNETÉ DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS »**

NOR : ASET0651075M

IDCC : 1384

---

**Article C 25.1**

*Prime mensuelle d'évolution de carrière  
et d'ancienneté des ouvriers et employés*

Objectif : récompenser la fidélité du dynamisme consacré par le salarié à son entreprise : l'amélioration de sa formation, de sa productivité et de la qualité de ses relations de travail, surtout en cas de longue ancienneté passée dans l'entreprise à un même poste de travail. Le présent accord prend forfaitairement en compte l'ancienne prime d'ancienneté à laquelle il a été ajouté une prime forfaitaire supplémentaire nouvelle au titre de l'évolution de carrière. Celle-ci a été calculée variable entre 21 et 35 ans d'ancienneté de + 0,5 % à + 2 %, applicable exclusivement aux salaires conventionnels (et non réels) de la fonction effectivement occupée dans l'entreprise.

Bénéficiaires : les ouvriers et employés (coef. 100 à 199) après 12 mois de présence continue.

Modalités : depuis 1991, l'employeur ajoute à la mensualité conventionnelle de chacun de ses employés et ouvriers la prime d'évolution de carrière venant s'ajouter au salaire mensuel conventionnel de la fonction exercée.

Non inhérente à la nature du travail réalisé, cette prime n'a donc aucun effet sur la rémunération horaire, et n'est pas prise en compte pour le calcul des heures supplémentaires ni des primes calculées en heures de travail. Élément accessoire du salaire mensualisé, elle est en fait payée 12 fois dans

l'année car elle entre en compte pour le calcul des indemnités de congés payés, mais n'est pas prise en compte pour le calcul des primes et gratifications annuelles. Elle est maintenue pendant les arrêts de travail pour maladie ou accident, dans la limite de 9 mois portée à 12 mois s'il s'agit d'un salarié ayant plus de 20 ans d'ancienneté ou d'un accident de travail.

Le montant du forfait mensuel d'évolution de carrière et d'ancienneté des employés et ouvriers s'ajoute au salaire mensuel conventionnel résultant de la valeur du point. Ce montant est variable selon le coefficient hiérarchique de la fonction exercée et de l'ancienneté du salarié. Le barème tripartite des salaires minima conventionnels précise le montant total mensuel attribué au salarié en fonction de son coefficient hiérarchique, d'une part, et de son ancienneté, d'autre part. A partir du 1<sup>er</sup> août 2006 et pour l'année civile restant à courir, la mensualité du coefficient 100 est de 1 186,41 € et la valeur du point hiérarchique de 7,79 €, soit :

*(Voir tableau page suivante.)*

COEFFICIENT hiérarchique de la fonction	>1 an à < 3 ans	3 ans à < 6 ans	6 ans à < 11 ans	11 ans à < 16 ans	16 ans à < 21 ans	21 ans à < 26 ans	26 ans à < 30 ans	30 ans à < 35 ans	35 ans et plus
	Mensualité globale 2006 des employés et ouvriers toutes primes mensuelles comprises (en euros)								
110	1 354,81	1 370,94	1 379,00	1 387,06	1 395,13	1 404,89	1 415,71	1 431,63	1 438,42
120	1 428,57	1 445,55	1 454,04	1 462,53	1 471,02	1 481,42	1 492,88	1 509,64	1 516,86
130	1 502,15	1 519,98	1 528,89	1 537,81	1 546,72	1 557,97	1 569,64	1 587,47	1 594,89
140	1 575,73	1 594,41	1 603,74	1 613,08	1 622,42	1 634,30	1 646,61	1 665,29	1 673,14
150	1 649,31	1 668,83	1 678,60	1 688,36	1 698,12	1 710,64	1 723,59	1 743,11	1 751,39
160	1 722,89	1 743,26	1 753,45	1 763,64	1 773,82	1 786,98	1 800,56	1 820,94	1 829,42
170	1 796,47	1 817,69	1 828,30	1 838,91	1 849,74	1 863,32	1 877,54	1 898,76	1 907,67
175	1 833,26	1 854,90	1 865,73	1 876,55	1 887,59	1 901,59	1 916,02	1 937,67	1 946,80
180	1 870,05	1 892,12	1 903,15	1 914,40	1 925,44	1 939,66	1 954,51	1 976,58	1 985,92
190	1 943,63	1 966,55	1 978,01	1 989,68	2 001,14	2 015,99	2 031,49	2 054,41	2 064,17
195	1 980,34	2 003,66	2 015,31	2 027,13	2 038,89	2 054,25	2 069,91	2 093,33	2 103,19

1. Le coefficient hiérarchique est donné par la grille unique de classification des emplois d'employés, ouvriers (caves et vignes), A-E et cadres.
2. Salaires de cas particuliers : jeunes et contrats spéciaux, vendangeurs, etc. (cf. art. C.26 de la convention collective).
3. Tout salaire mensuel supérieur à celui prévu au barème ne justifie pas de majorer le coefficient hiérarchique exclusivement déterminé par l'emploi.
4. Aucun élément de salaire du code du travail (SMIC) ou particulier à la maison ne peut se cumuler avec les montants de ce barème (cf. art. A 26).
5. Le salaire minimum conventionnel annuel est égal à 12 mensualités ci-dessus majoré des primes annuelles (fin d'année et vacances).
6. Cette prime forfaitaire mensuelle est révisable dans les mêmes proportions et dates que les salaires conventionnels, comme le total ci-dessus.

Accord tripartite du 1<sup>er</sup> août 2006 (remplace C 25-1 du 12 novembre 1997).

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

Union des maisons de Champagne.

**Syndicats de salariés :**

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat de maîtrise, employés et cadres du champagne (SMECC).